



PREFET DE LA HAUTE-MARNE

ARRETE n° 1321 du 10 OCT. 2013

Abrogeant l'arrêté préfectoral n° 3458 du 08 novembre 1999
portant prescriptions à la société **PELLERIN** pour la surveillance de gaz dans les sols
au droit de l'ancien site qu'elle exploitait sur le territoire de la commune de CHAUMONT

Le Préfet de la Haute-Marne,

Vu le code de l'environnement, Livre V - partie réglementaire et partie législative - Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n°3458 du 08 novembre 1999 prescrivant la surveillance de gaz dans les sols au droit de l'ancien site qu'elle exploitait rue du Val Poncé à Chaumont,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 juillet 2013 proposant l'arrêt de la surveillance prescrite en 1999,

Vu l'avis émis le 10 septembre 2013 par les membres du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques de la Haute-Marne,

CONSIDERANT que les résultats des analyses de polluants réalisées dans les gaz du sol entre 2000 et 2010 confirment la baisse significative de leur teneur dans le temps,

CONSIDERANT que ces teneurs ne sont pas susceptibles de compromettre la santé des travailleurs et la santé publique,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Marne

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n°3458 du 08 novembre 1999 portant prescriptions à la société PELLERIN est abrogé.

Article 2 : Recours

Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le Tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 3 : Affichage

Un extrait du présent arrêté sera affiché :

- par la SA LES MENUISERIES FRANCAISES, de façon permanente et visible, sur les lieux de l'ancien site exploité par la société PELLERIN qui a fait l'objet de la surveillance de gaz dans les sols,
- par le maire de Chaumont, à la mairie, pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée d'un mois.

Un avis sera inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Article 4 : Exécution du présent arrêté

La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Marne, le maire de Chaumont, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SA MENUISERIES FRANCAISES, et dont une copie sera adressée au directeur départemental des territoires, au chef de l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, au délégué territorial départemental de l'agence régionale de santé, au directeur départemental des services d'incendie et de secours et au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Fait à Chaumont, le **10 OCT. 2013**

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale de la Préfecture,



Khalida SELLALI